

L'aventure européenne

Autor(en): **Bovet, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **25 (1922-1923)**

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-749933>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pflicht, handelnd einzugreifen. Er muss Frankreich auf die kriegsschwangeren Folgen seiner Politik hinweisen und eine gemeinsame Aussprache zustande bringen. Kommt nicht mit Hilfe des Völkerbunds eine allgemeine Verständigung über das Kriegsschulden- und Reparationsproblem zustande, gelingt es dem Völkerbund nicht, die neu aufkeimenden Hass- und Revanchegefühle durch ein erträgliches deutsch-französisches Abkommen zu ersticken, dann sind jetzt mit den letzten deutschen Hoffnungen auf den Wiederaufbau auch alle europäischen Hoffnungen auf die baldige Wiederkehr des wirklichen Friedens zertrümmert worden.

BERLIN

HERMANN FERNAU



L'AVENTURE EUROPÉENNE

Les journaux consacrent à l'occupation de la Ruhr tout autant de colonnes qu'ils n'en donnaient aux événements de la guerre mondiale; on y retrouve le même bourrage de crânes, dans les communiqués (Wolff: « la résistance s'accroît », et Havas: « la résistance diminue »), dans la distribution des responsabilités, dans les discussions juridiques, dans les prophéties et enfin dans l'épanchement des haines; c'est dire qu'on y trouve des opinions officielles, mais très peu de sens critique, très peu de courage individuel; pour la Ruhr aussi peu que naguère pour la Belgique.

Quand on pense à ce que les Européens auraient pu et dû apprendre depuis 1914, ce spectacle est tout simplement navrant. L'opinion publique le supportera-t-elle longtemps encore?

* * *

N'étant qu'à moitié journaliste, il me manque évidemment la moitié des « compétences » nécessaires pour parler ici de ce problème de la Ruhr, auquel on attribue, avec raison, l'importance d'une guerre nouvelle. . . Il *faut* en parler pourtant; et j'ose le faire en m'inspirant de la même conviction qui m'a guidé pendant la guerre: le salut des peuples européens est dans leur *solidarité*, qui ne peut se réaliser que dans la *démo-*

cratie, c'est-à-dire dans la victoire grandissante du *droit* contre la violence. — Ce sont là des termes dont on a tellement usé et abusé qu'ils sont tombés dans la banalité et qu'on n'en voit plus les conséquences logiques; mais ces conséquences n'en subsistent pas moins, malgré notre sottise et notre légèreté; et contre elles se briseront les manœuvres des politiciens, les intrigues des affaristes et des impérialistes, comme se sont brisées déjà les armées du Kaiser.

On raconte que, au moment de mourir, l'empereur Julien se serait écrié: « Tu as vaincu, Galiléen! » Le mot est probablement légendaire et n'en renferme pas moins, comme tant de légendes, une expérience et un enseignement: toutes les violences s'effondrent tôt ou tard, et de même les anachronismes, devant une vérité plus haute. Quelques-uns l'ont proclamé de 1914 à 1918, qui l'oublie aujourd'hui... Ils vont le réapprendre, dans une dure expérience.¹⁾

* * *

Je parlerai ici en dehors de tout parti, de tout groupement ou association, en dehors même de toute frontière nationale et de toute amitié personnelle; je parle en simple Européen, qui dit à voix haute ce que des milliers sentent comme lui sans oser toujours se le formuler à eux-mêmes.

¹⁾ Des raisons particulières imposent à ce premier article des limites assez étroites; il ne peut guère apporter que deux ou trois réflexions générales, basées pourtant sur l'étude de faits nombreux que j'observai dès le jour de la victoire. Quant aux livres, je n'en citerai que quatre parmi les plus récents:

Nogaro: *Réparations, dettes interalliées et restauration monétaire*. Paris, Presses Universitaires. — Excellente réfutation des explications simplistes par lesquelles on cherche à cuisiner l'opinion publique.

Chéradame: *La mystification des Peuples Alliés*. Evreux, Hérissé. — Exemple typique pour la déformation d'une intelligence sous l'empire d'une idée fixe qui explique tout et qui a malheureusement fortement influencé certains milieux français (j'ai acheté le livre sur la vive recommandation d'un délégué français à la Conférence de Lausanne.)

Juge: *Vers l'indépendance politique*. Paris, Grasset. — Ouvrage original et courageux, riche en faits et en idées, souvent discutable, certes, mais par là même bien vivant. J'en cite ces lignes: « Le problème n'est plus seulement un problème politique — c'est un problème moral et social et, dans ce sens, un problème religieux que seule la science ne peut résoudre si la conscience ne l'y aide pas. »

Lichtenberger: *L'Allemagne d'aujourd'hui dans ses relations avec la France*. Paris, Crès. De tout premier ordre, par l'information comme par la justesse et l'élévation de la pensée. « Il faut en un mot chercher en toute sincérité la *vérité* et la *mesure*. Trouverons-nous en face de nous un interlocuteur animé du même esprit? Cela ne dépend pas de nous. Ce qui dépend de nous, c'est de faire l'effort *de notre côté*. Cet effort doit être fait en tout état de cause et quoi qu'il arrive. »

Et commençons par écarter quelques arguments spécieux et faciles qu'on nous ressasse à chaque instant comme une leçon bien apprise :

1° L'occupation de la Ruhr peut-elle se légitimer comme sanction prévue par le Traité de Versailles? Les Allemands affirment que non; ils crient à la violation du Traité ... Il serait injuste et ridicule de leur reprocher, jusqu'à la fin des siècles, l'histoire du « chiffon de papier » (d'autant plus que le Traité de Sèvres vient d'être joliment chiffonné, et les Arméniens lâchement abandonnés ...), mais enfin ce n'est pas encore à eux que j'irai demander l'interprétation d'un traité qui touche à leurs intérêts! — Je me rallie volontiers à l'opinion des juristes qui voient dans l'occupation de la Ruhr une sanction légitimée par le Traité de Versailles, *mais uniquement en tant que sanction économique!* Or les conséquences politiques et morales de l'occupation dépassent de beaucoup sa valeur économique; voilà ce qui saute aux yeux et ce qui rend vaines toutes les discussions des juristes sur l'article 430 ou sur l'annexe 2^e de la partie VIII du Traité.

2° Pour justifier l'occupation militaire et toutes les brutalités qui en résultent, on rappelle les prouesses allemandes en Belgique et dans la France du Nord; on s'écrie: « S'ils étaient vainqueurs, les Boches ne seraient-ils pas impitoyables? » et l'on cite triomphalement des textes de Bismarck. — Quelle pitié! Avoir proclamé, pendant quatre ans, qu'on représente une civilisation essentiellement différente, qu'on est le Droit contre la Force, qu'on est la Lumière contre les Ténèbres, et invoquer finalement l'autorité de Bismarck!

3° Vous connaissez la chanson de Gavroche:

„Je suis tombé par terre,
C'est la faute à Voltaire;
Le nez dans le ruisseau,
C'est la faute à Rousseau.“

Elle se chante beaucoup depuis 1918, dans tous les pays, en de nombreuses variantes; quoi qu'il arrive, la faute en est aux Allemands, ou aux Français, ou aux Anglais, ou encore aux francs-maçons, aux curés, aux Juifs, mais jamais à celui qui ne sut pas voir plus loin que son nez. — C'est une façon romanesque

ou simpliste d'expliquer l'histoire, par Rocambole, Vautrin ou quelque autre illustre cambrioleur. La réalité est bien différente. Aucun individu, si génial qu'il soit, ni aucun groupe d'individus ne sauraient faire l'histoire, à *eux seuls*, d'une façon prolongée. S'ils sont vraiment créateurs, il faut encore qu'ils soient secondés par un courant général; le plus souvent, loin de créer, ils profitent simplement des événements; après quoi on déclare: « is fecit cui prodest ».¹⁾ Or ce vieil axiome perd toute sa valeur, dès qu'on sort de l'horizon restreint des conflits individuels pour entrer dans le monde immense de l'histoire, où tous les hasards, toutes les intrigues et toutes les complexités se contre-balancent en fin de compte dans la grande ligne des lois générales. Relisons et méditons Montesquieu (que je ne me lasse pas de citer) et n'expliquons pas l'anarchie actuelle par des ragots de concierges; elle a des raisons plus profondes.

Après avoir déblayé le chemin de trois arguments sans valeur, nous pouvons marcher tout droit au centre du sujet.

* * *

Tous les peuples civilisés ont contracté les uns vis-à-vis des autres une série de dettes (d'ordre économique, politique, intellectuel ou moral) qui se compensent peut-être, mais que rien ne saurait faire oublier; c'est la chaîne sacrée de la solidarité. Ne discernons point de rangs; ce serait contraire à la générosité de l'effort et à la spontanéité de la reconnaissance; mais enfin, où est l'Européen qui pourrait nommer la France sans émotion, sans tendresse? que serait-il sans elle? — Or donc, cette France, qui certes n'a pas provoqué la guerre, a dû en supporter le maximum d'horreur: dévastations inouïes; 1,400,000 morts; 2,800,000 blessés... et, après qu'elle a sauvé la liberté du monde, voici qu'elle ne réussit pourtant pas à obtenir de l'agresseur allemand un minimum de réparations! Il y a là une des énormités les plus effarantes que je connaisse dans l'histoire.

Et alors pourquoi condamner l'occupation de la Ruhr? Il faut la condamner, parce qu'elle s'inspire du même esprit qui déclancha la guerre, qui déchaîna le bolchévisme, qui dicta la

¹⁾ C'est-à-dire: Celui-là a commis l'acte auquel l'acte est profitable.

paix de Versailles, et qui s'oppose partout à la Société des Nations; *c'est l'esprit de violence*, celui de Caïn. Partout il fait la joie des affaristes, impérialistes et militaristes, quelles que soient leur nationalité, leur religion et leur couleur politique; la violence, qu'elle vienne de gauche ou de droite, c'est le triomphe des profiteurs et la ruine des libertés.

La grande guerre fut une sainte croisade des peuples contre la violence; c'est dans ce sens que je fus pour la lutte « jusqu'au bout » et que j'en suis encore.

Vous avez vécu, frères européens, cette joie suprême de l'armistice en Novembre 1918. A l'hôpital de Zurich, un mourant disait: « Enfin, c'est la victoire? et des navires alliés portent du blé dans les ports allemands? Alors je meurs heureux. » D'avoir évoqué ce seul souvenir, ma gorge se serre d'émotion. Quand on a vécu ces heures comme elles méritaient d'être vécues, non point dans la haine enfin assouvie, mais dans une indicible gratitude envers les morts, avec la ferme volonté de répondre à leur sacrifice, rien ne peut plus alors vous détourner du but: abolition de la violence, et consécration de l'arbitrage dans les rapports entre peuples.

Si légitime qu'elle puisse être du point de vue purement et étroitement juridique, l'occupation de la Ruhr n'en perpétue pas moins un système qui contredit le fait moderne de la solidarité internationale, un système dont la guerre a été la conclusion catastrophique, un système dont les peuples ne veulent plus, parce qu'il est antidémocratique et qu'il fait payer aux peuples les fautes des gouvernements ... et les appétits des spéculateurs. Ce système a pu être efficace jadis; aujourd'hui il est une erreur psychologique; il méconnaît certaines réalités profondes et décisives de l'âme moderne; en un mot, il est faux et ne pourra que mener de désastre en désastre.

Qu'on sourie des idéalistes et des moralistes; qu'on se moque d'eux au Quai d'Orsay comme on s'en est moqué à la Wilhelmstrasse; qu'on se croie assez forts pour réussir certains anachronismes et certaines réactions, ce sont là jeux d'enfants dans le sable, devant la poussée irrésistible de l'Esprit qui monte. Si lentement qu'il monte, rien ne pourra plus supprimer ce fait: 1914 a sonné le glas de la violence.

Mais comment garantir à la France les réparations auxquelles elle a droit? Il y a là une dette d'honneur pour tout le monde civilisé, les neutres y compris, et cette dette se paierait sans doute si l'esprit nouveau triomphait, en ramenant cet élément essentiel de toute vie économique, qui s'appelle la confiance; — tandis que le moyen le plus sûr de ne rien recevoir, c'est d'employer la violence qui détruit toute confiance. L'occupation de la Ruhr ne paiera pas même ses frais militaires; mauvaise affaire. De plus elle ouvre la porte à toutes les possibilités: extension fatale de l'occupation, conflits sanglants avec la population, alliance désespérée avec la Russie, lâchage des Alliés . . . Aujourd'hui déjà, le résultat certain, c'est une recrudescence de haine dans une Allemagne plus unie que jamais; c'est, chez d'autres, la défiance si ce n'est la joie maligne; et c'est enfin le cœur qui saigne, chez tous les Européens pour qui la France est la nation porte-drapeau . . .

Bref, c'est l'*aventure*; ce mot seul suffit, quand on pense à l'état présent de l'Europe.

La propagande officielle veut nous faire croire que cette aventure est voulue par l'opinion publique; à d'autres! Ceux d'entre nous qui ont quelques rapports avec la Ligue des Droits de l'homme, avec le *Progrès civique* et d'autres groupements démocratiques, ceux-là ne confondent pas la France avec M. Poincaré et ses mauvais conseillers. Nous en reparlerons prochainement.

Pour finir, une petite question à méditer: à voir les résultats obtenus à Lausanne par la politique de M. Poincaré, à voir sa tactique et la valeur de ses démentis, était-il bien l'homme désigné pour résoudre le problème franco-allemand dans un esprit européen? Pourquoi ne s'est-il pas adressé à la Société des Nations?

Dans la dernière séance du Conseil de la Société, M. Branting a soulevé la question de la Ruhr, timidement et à titre non officiel. C'est modeste, mais c'est un premier pas, qu'en 1914 personne n'aurait osé faire; le moyen même de le faire aurait manqué. Aujourd'hui il existe ce moyen, ce seul moyen de sauver l'Europe. L'emploiera-t-on? ça dépend de l'opinion publique; ça dépend du courage civique des Européens, et chacun de nous porte ici sa part de responsabilité . . .

Précisons: *responsables*, au premier rang, les dix membres du Conseil de la Société des Nations; et, s'ils ne sont que des . . . instruments, *responsables* alors les chefs de gouvernement qui les manient; *responsables* encore les journalistes grands et petits qui se flattent d'„éclairer l'opinion“; *responsables*, enfin, tous ceux dont la conscience n'est pas encore dressée à marcher au pas cadencé.

LAUSANNE

E. BOVET



DER GEIST VON POTSDAM

Es sind wieder einmal Würfel gefallen. Wie der Wurf ausfällt, wissen auch die noch nicht, die ihn verübten; aber dass die humanen Errungenschaften von vier Jahren buchstäblich „auf dem Spiele stehen“, ist jedem angstvoll bewusst.

Warum ließ Poincaré seine Divisionen ins Ruhrgebiet marschieren? Um einen tückischen Drückeberger von Schuldner zum Zahlen zu zwingen, versicherte er in der Kammer immer und immer wieder. Auf deutscher Seite klang es: das sind kulissenhafte Vorwände, er will die Rheinlande und das Ruhrgebiet, um den wirtschaftlichen Grundsockel Deutschlands vom Reich abzulösen. Sein Nationalismus geht auf die Zertrennung eines Staates, der nach dem Wort Clemenceaus noch 20 Millionen Menschen zuviel hat, zweitens braucht die lothringische Eisenindustrie Koks. Die Rhein-Pläne des Marschall Foch und der Bericht des Herrn Dariac rechtfertigten ja das tiefste Misstrauen in die leitenden französischen Staatsmänner!

Das sind die Anschauungen zweier Völker; dazwischen liegt eine Welt von gegenseitiger Unkenntnis, Hass und Misstrauen. Hass und Misstrauen regieren heute die Regierenden, wobei diese die gräuliche Mischung mit der Vaterlandsliebe in einen Topf werfen. Poincaré versicherte an einem Bankett, Frankreich wolle nur, was auch die Advokaten wollen: Wahrheit und Gerechtigkeit. Aber wer ist Frankreich? Raymond Poincaré? Das wäre ja entsetzlich. Es ist schon schmerzlich genug, dass die Kammer bis auf die prozentual wenig zahlreiche Linke jede seiner rhetorischen Leistungen so begeistert beklatscht.

Die Liebe zur Wahrheit und Gerechtigkeit zwingt Poincaré zur strikten Ausführung des Versailler Vertrags. Dieser Vertrag sei durch nachweisbare Verfehlungen, Kohle- und Telegraphenstangenlieferung betreffend, von den Deutschen gebrochen, sagt er; durch die Entsendung der Ingenieurmission habe Poincaré ihn gebrochen, tönt es auf deutscher Seite. Wer kann und will die Rechtslage entwirren?

Wer neigte dazu, heute das Recht dort zu suchen, wo vierzig Ingenieure in Gesellschaft von 100,000 Soldaten sich ruhig einrichten? Von der Tätigkeit der Ingenieure hört man wenig; umso tätiger ist General Degoutte, er hat es auch leichter, zu handeln. Sein flotter Offensivgeist hat schon zahlreiche Erfolge errungen, wenn man die brutale Ausweisung hoher Funktionäre, die statt ihm ihrer Regierung gehorchten, so nennen wollte. In Paris ist man „optimistisch“, aber die Sache entscheidet sich anderswo. Vorderhand dehnt man die Besetzung aus, es ist ja so wenig Widerstand zu fürchten, wie